Document généré le 16 avr. 2024 05:13

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

La littérature post-nationale

Réjean Beaudoin

Volume 19, numéro 3 (111), mai–juin 1977

Divergences : la littérature québécoise par ses écrivains

URI : https://id.erudit.org/iderudit/30807ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)
1923-0915 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Beaudoin, R. (1977). La littérature post-nationale. *Liberté*, *19*(3), 23–30.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 1977

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

réjean beaudoin

la littérature post-nationale

Ce qu'il faut reconnaître (mais pourquoi au juste le déplorer ?), c'est que la littérature québécoise est devenue une institution. Fini le vieux tête-à-tête de l'écrivain avec ses phantasmes à suivre au fil de la plume sur une rame de papier blanc. Produire des livres n'est plus affaire de recherche, mais de marché. Il faut des comités, des administrateurs, des experts, des colloques et des subventions : tant pis pour ceux qui n'ont pas encore compris que la tendance du siècle est à l'organisation. Il y a des moments où je pense qu'écrire un livre, au Québec, est devenu quelque chose d'analogue pour un jeune auteur, à ce qu'on imagine que doit être la fabrication d'une statuette esquimaude par un artisan autochtone du Grand Nord subventionné par le Ministère fédéral des Affaires indiennes : c'est-à-dire une activité parfaitement insignifiante, mais convenablement rémunérée. Quand je dis

une activité insignifiante, je veux dire une activité amputée des fonctions qu'elle était appelée à remplir au sein d'une communauté vivante qui a dû pratiquement cesser d'être, en tant qu'elle était distincte d'une autre communauté qui tend et parvient à se substituer à elle à peu près complètement. C'est alors que la vie culturelle se bazarde en folklore et que des populations jadis attentives à concevoir et à perpétuer leur propre mode d'être collectif, s'endorment dans le souvenir attendri des symboles de ce qu'ils ont été. De là à affirmer que nous sommes, avec les Indiens, les derniers vestiges d'une résistance (passive, faut-il ajouter) à l'application intégrale sur le continent du modèle nord-américain, il n'y a qu'un pas. Ce qu'il y a d'embêtant dans l'avalanche des livres québécois, c'est le sentiment qu'elle obéit à une mystérieuse programmation qui nous échappe. Se peut-il que nous n'ayons la plume si bien pendue que pour obéir à l'obscure volonté de nos maîtres ?

Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de faire marche arrière et de restaurer le bon vieux temps des génies ignorés et des chefs-d'oeuvres inédits, des Jean-le-Maigre précocement condamnés à l'enfer blanc des pneumonies dans les infirmeries du noviciat. Je ne veux pas interroger le passé, mais bien le présent. Il faut quand même s'inquiéter de la promotion de l'insignifiance qui résulte du fonctionnement à vide de l'appareil publicitaire qui nourrit l'édition moderne. Il se produit à cet égard un phénomène dont on pourrait, me semble-t-il, retrouver l'analogue dans bien des secteurs de l'activité québécoise des dernières années. Depuis la révolution tranquille, nous nous sommes dotés, à grands frais, de tout ce qu'exigeait le rattrapage que nous avons voulu effectuer tout d'un coup, en nous rendant brutalement compte que nous avions vécu trop longtemps en marge de l'« histoire » qui se faisait autour de nous, comme on l'a vite compris, par la seule logique du capitalisme américain. Nous avons donc modernisé à la hâte tout ce qui nous tombait sous la main, le plus souvent pour combler nos complexes de ruraux attardés bien plus qu'en considération de nos besoins réels. L'éducation et la santé ont fait l'objet des gigantesques réformes que l'on sait, avec l'engloutissement crois-

sant de sommes d'argent phénoménales. On fait tout juste de commencer à comprendre que l'impact de ces investissements publics sur la qualité de l'éducation et de la santé des Québécois n'est pas, et il s'en faut, proportionnel à l'énormité des ressources qu'on leur a consacrées. D'où vient le mal ? Il semble que plus on dépense pour équiper et moderniser l'école, plus on dépense pour élaborer un programme d'assurance-maladie, plus on assiste au délabrement de l'apprentissage et à la détérioration de la condition physique. Comment s'étonner alors que, dans le secteur qui nous occupe, plus on produit de livres, plus on développe les programmes d'aide à la recherche, à la création et à l'édition, plus on récolte de médiocres textes pour une égale quantité d'oeuvres fortes et originales. Y aurait-il donc quelque chose qui échappe aux maillons serrés de l'organisation ?

C'est le moment de remarquer sans doute que le gros de notre « souveraineté culturelle » se trouve géré par des politiques fédérales. Quelqu'un aurait-il intérêt à noyer le sens dans le déferlement de l'insensé, qu'il n'agirait pas autrement. A suivre la parution continuelle de tout ce vide qu'on imprime, on se demande s'il arrive encore qu'un éditeur refuse un manuscrit. J'ai été surpris d'apprendre que cela arrive encore et plus souvent qu'il ne semble. Quelle injustice ! Chacun n'a-t-il pas le droit le plus strict de se voir imprimé, distribué, vendu, commenté, critiqué ? Chaque névrose personnelle ne mérite-t-elle pas l'audience émue de quelques milliers de lecteurs ? Au pays des artisans, des gigueurs et des violoneux, on ne consulte pas le psychiatre : on demande une bourse de création !

En d'autres mots, la littérature québécoise est-elle une maladie ? Tout ce qui, dans le présent tableau, nous incite à répondre par l'affirmative, nous pousse également à ajouter que c'est une maladie de la communauté, une maladie nationale, pour lâcher le grand mot. Marcel Rioux disait récemment, pour sa part, que la question nationale, c'est un os que nous avons en travers de la gorge et qu'il va nous falloir l'avaler ou bien le rejeter ; que, pour le moment, cet os se confond avec l'objet même de notre empêchement. C'est pourquoi le reproche que nous avons l'air de faire aux créa-

teurs est sévère et en partie injuste : non pas parce qu'il est faux, mais parce qu'il ne s'adresse pas qu'à eux. Leur impasse n'est pas inhérente à leur art, mais à leur société. Ils répètent notre impuissance à engendrer le projet collectif que nous leur demandons d'inventer. D'autre part, ce projet collectif, longtemps nourri des grandes images poétiques créées par nos écrivains, s'est politiquement et socialement défini, au point d'être maintenant en mesure d'orienter et de modifier concrètement les instruments réels de notre existence collective. On n'a sans doute pas fini de questionner ce fait nouveau (l'accession au pouvoir d'une force vive de la communauté québécoise, idéologiquement et politiquement parvenue à maturité) du point de vue de ce qu'il implique de changement dans les rapports de l'affabulation littéraire à l'endroit de la réalité nationale.

C'est peut-être l'urgence et la nécessité d'un tel changement qui se trouvent, d'une certaine façon, inscrites dans l'espèce de crise que recouvre la prolifération des écrivains de ces dernières années. S'il faut songer à déchiffrer des signes, je suggère de lire dans la pauvreté générale des oeuvres récentes, le point ultime de la très vieille complicité, aujourd'hui sclérosée, entre des écrivains définisseurs de situation (par les images qu'ils fabriquaient de nous-mêmes à l'usage de la collectivité) et la direction effective de la conscience nationale. Les écrivains, qui avaient doublé l'ancienne élite cléricale, après 1960, dans la tâche de fournir ses thèmes et ses symboles à la pensée collective, les écrivains viennent d'être à leur tour doublés par une nouvelle élite de politiques (il ne faut surtout pas dire : de politiciens) dans cette même tâche de réflexion commune. Ce qu'il y a de complexe et d'ambigu dans cette situation, c'est que cette nouvelle élite s'est elle-même nourrie des images littéraires élaborées dans l'enthousiasme envahissant de la révolution tranquille, ce qui contribue à rendre d'autant plus étonnante la piètre valeur de la production littéraire actuelle.

Nous sommes peut-être tous placés en l'un de ces points chauds de l'histoire où la question gigantesque de savoir, ici et maintenant, de quelle nouvelle façon nous allons procéder pour faire face à la menace d'extinction collective, quel nou-

veau modèle nous allons de toutes pièces et d'emblée façonner, nous sommes donc de ceux (chacun pour soi et, partant, pour tous) qui ont à affronter l'urgence de cette question qui nous arrache une réponse, un comportement, une attitude, un sentiment, un geste, un livre. Il n'est pas sûr que nous soyons tous aptes à répondre. Il est possible que nous sentions peser le poids de cette inaptitude et que l'effroi traduise notre désemparement devant la question qui engage notre destin. Que la question s'adresse à tous nous explique le caractère effroyablement fragmentaire de la réponse improvisée par chacun. Par contre, quand Pierre Vadeboncoeur écrit *Un génocide en douce,* je lis que l'ennemi s'est dissimulé derrière la menace qu'il nous adresse et que cette disparition nous hypnotise. Le sens qu'il donne au monde par le discours qu'il tient sur lui, ni le savant, ni le philosophe, ni le politique, ni même l'écrivain ne l'inventent : chacun se l'approprie par l'usage d'une méthode ou d'une subjectivité propres, mais il ne peut en aucun cas le créer. Ce sens, il le trouve ou le cherche dans l'expérience qu'il fait du monde par la rupture ou la continuité de son rapport avec lui-même et avec les autres.

A lire beaucoup des livres qui viennent de paraître, il semble qu'il y ait quelque chose comme une crise du sens. Cela paraît insensé, je sais, mais revenons à de très simples évidences. Si l'écrivain avait tout bonnement besoin d'un minimum de certitude pour écrire. Il n'invente tout de même pas son texte à mesure, comme les comédiens sur une scène essaient de nous faire croire qu'ils font, quand ils jouent. C'est trop fort, cette idée que nous avons du poète attablé, l'oeil au large et qui projette devant, la main transcrivant à mesure, en humble secrétaire, d'intégrales visions ! Non. L'auteur travaille sur des matériaux préalables et même ce qu'il défendra comme ses entrailles, qu'est-ce, sinon les résidus de ce qui appartient à tous et à personne ? Aussi disjoints et aléatoires qu'ils se retrouvent dans le prisme d'une conscience, ces résidus sont encore des significations et c'est en tant que significations qu'ils sont précisément matériaux littéraires. Se pourrait-il que nos écrivains ne trouvent plus, pour élaborer la rare et nouvelle construction d'une oeuvre,

que des débris insignifiants ? Si tel était le cas, on pourrait prétendre qu'ils n'ont fait de la sorte que réintégrer le camp du commun des mortels, pour qui l'univers actuel a commencé de se présenter plus ou moins comme un paquet de stimuli. En d'autres mots encore, se pourrait-il que la tâche de conférer un sens au monde soit devenue impossible à l'échelle de l'individu ? Dans ce cas, on ne voit pas pourquoi l'écrivain ne serait pas, dans la moyenne habituelle, un individu comme les autres sous ce rapport. Une fois dépouillé du charisme que confère la tâche de parler au nom du destin collectif, tâche passée aux mains des politiques, comme on l'a indiqué plus haut, l'écrivain redevient un individu aux prises avec l'effritement que tout l'Occident inflige à la culture.

De cette analyse, il ne découle pas automatiquement (comme on pourrait être tenté de hâtivement conclure) que l'heure des poètes est révolue et que l'ère des hommes d'action vient de s'ouvrir. Apparemment toutefois, tout se passe comme si la prise en charge, au plan politique, d'une ligne de fond de nos plus vives énergies nationales, avait coïncidé depuis quelques années avec la dispersion d'un axe vital de notre expression culturelle. Il n'y a pas seulement le roman qui s'égare : le théâtre et la chanson ne nous ont rien donné, depuis 1970, qui soit l'équivalent de ce que furent à la décennie précédente la découverte d'un Michel Tremblay ou d'un Robert Charlebois. Mon impression est que l'arrivée des hommes de pouvoir oblige à une redéfinition des créateurs qui avaient insensiblement assumé, depuis 1960, une part importante du leadership de la nation, laissée sans répondant authentique de ses options profondes sur la scène politique : c'est cette situation qu'a modifiée radicalement la date du 15 novembre 1976 et c'est l'appréhension confuse de cette modification latente dont témoigne la vacuité relative de la production récente. De ce point de vue, on aurait tort de trop noircir le tableau : l'analyse tendrait plutôt à mettre en évidence l'opportunité d'une nécessaire et tardive révision du rôle de l'écrivain, jusqu'ici obligé d'assumer une sorte de paternité morale qui ne lui revenait que par le

défaut d'une véritable autorité politique qui soit en prise directe du dynamisme de la communauté. Progressivement dégagés de ce rôle, à mesure que se faisait la montée démocratique du P.Q., les écrivains étaient appelés à redevenir écrivains sans plus, sans la caution de la question nationale, plus justement prise en charge par l'instance politique. En somme, les écrivains étaient, sans bien s'en rendre toujours compte, renvoyés à leur première tâche d'inventer, de produire des textes qui renouvellent l'imaginaire collectif obsédé et bloqué par la thématique nationale, laquelle avait du reste donné naissance à presque toute la littérature d'ici. Le défi est donc de taille et aussi ne faut-il pas trop s'étonner de l'hésitation qui tarde à y répondre. Il faut bien comprendre l'importance du renversement que l'avènement historique du pays opère dans la littérature : ce qui avait été au centre d'un être intentionnel, d'un pur objet de langage, se trouve tout à coup projeté en pleine lumière dans le monde irréfutable des faits et des choses réels. C'est un peu pour les écrivains, comme s'il leur fallait, tout d'un coup substituer à l'objet magnifié d'un désir refoulé, un autre objet d'égale fascination, parce qu'il leur est subitement devenu évident que le premier ne rencontre plus d'autres obstacles que nos propres moyens de le réaliser. Or quel peut être l'objet de ce nouveau, de ce plus grand désir qui engendrera la nouvelle littérature du Québec, celle de la phase post-nationale, celle aussi de sa naissance tardive, la phase nationale apparaissant rétrospectivement comme le temps d'une longue gestation incantatoire du pays dans la parole pré-poétique de ses géniteurs spirituels ? A cette question pourtant fondamentale, aucune réponse qui ait la globalité périmée de la cause nationale : c'est pour cela que je parle d'un retour, chez les écrivains québécois, à la stricte condition d'écrivain, ce qui consiste à rechercher dans les replis profondément enfouis d'une subjectivité transpersonnelle, les grandes aspirations de l'humain. Or l'humain est généralement structuré au niveau politique par des instances autonomes de l'affabulation : ce qui, en contre-partie, confère à l'imagination créatrice une liberté qu'elle perd chaque fois qu'elle se voue (ou se dévoue) au service d'une idéologie.

Il peut paraître singulier (sinon franchement aberrant) d'interpréter la grisaille générale des dernières saisons comme le signe d'une nouvelle phase positive qui n'inaugurerait rien de moins que la naissance tant attendue (et naguère encore tant controversée) de la littérature québécoise. Le proche aboutissement d'une solution politique à la « question du Québec » ne peut, à mon sens, que jouer dans le sens d'une maturation intellectuelle appréciable : le temps d'« avaler l'os » et toute sa « substantifique moelle » est peut-être venu. Beaucoup d'évidents échecs parmi les livres de nouveaux venus ne sont peut-être, dans cette perspective, que le dur essouchement de nouvelles terres à mettre en culture. C'est dans la mesure où des écrivains découvriront et éliront leur vrai champ de prospection dans l'imaginaire qu'il importera de réajuster proportionnellement les attitudes des professionnels de la chose écrite, habitués eux aussi à jauger toute écriture à l'aulne du critère national. C'est à propos de cette terne complicité de notre manque-à-être collectif que Jacques Godbout a déjà fort judicieusement parlé de notre « mur des lamentations ». La littérature post-nationale sera l'abattement dans l'allégresse de notre « mur des lamentations ».

Décembre 1976